

Le 21 décembre 2011

Jean-François BUET,
Candidat à la présidence de la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM)
Président de la Fédération Nationale de l'Immobilier de Côte-d'Or (FNAIM)
Secrétaire général de la Fédération Nationale de l'Immobilier (FNAIM)
Président du groupe Buet Immobilier

La France a besoin d'une politique du logement

Notre pays sait-il encore où il va en matière de logement ? A-t-il encore un cap ? Au risque de choquer, d'inquiéter au moins, je dirai avoir l'impression, pour la première fois après trente ans de vie immobilière, que rien ne va plus. D'ailleurs, il n'est que de lire les propos des représentants professionnels de tous les métiers de la filière, mais aussi des responsables d'Action Logement, du monde HLM, de l'univers associatif et caritatif, des grandes centrales syndicales, pour se convaincre que le malaise est profond et généralisé. Fait sans précédent: personne n'est satisfait.

C'est bien le signe que la politique s'est absentée. Une politique, engagée, claire, ne peut donner satisfaction à tout le monde, mais par définition elle choisit des priorités et les favorise, quitte à ne négliger aucun dossier et à tout traiter sur la durée d'une législature. Aujourd'hui, personne ne s'y retrouve.

Peut-on prétendre que le Gouvernement préfère le logement social, au moment où les crédits aux HLM baissent historiquement et où le président de l'Union parle d'"extrême ponction" ? Peut-on envier le 1% logement, alors qu'il intente un procès à l'Etat pour captation de fonds illégale ? Le bâtiment et les promoteurs doivent-ils être jaloux, eux qui voient le Scellier et le Censi-Bouvard passer à la trappe ? Les constructeurs de maisons individuelles ont-ils de quoi se réjouir, quand le PTZ+ est réduit dans les zones de prédilection de l'habitat individuel ? Les aménageurs peuvent-ils garder espoir, quand leurs propositions de modernisation du droit de l'urbanisme, pourtant commandées par le Gouvernement, sont enterrées ? Et peut-on penser que les grandes foncières emportent la mise, au moment où leur statut fiscal est mis à bas ? Enfin, les plus démunis captent-ils toute l'énergie publique, quand la Fondation Abbé Pierre rend des rapports de plus en plus alarmants ?

Parlons enfin des agents immobiliers et des administrateurs de biens : entre la suppression du PTZ+ dans l'ancien et les nombreux embarras contenus dans le projet de loi Lefebvre sur la consommation, ils ont le sentiment d'être mis au ban de l'immobilier. Pour incarner ces activités-là, j'en parle en connaissance de cause : le Congrès de la FNAIM s'est tenu il y a quelques jours dans un climat d'inquiétude historique.

Alors bien sûr, il y a la crise économique mondiale, qui bouleverse tout et place les décideurs publics dans la situation de médecins urgentistes au chevet d'Etats gravement malades. Les professionnels immobiliers sont aussi des citoyens, et ils regardent les choses en face. Mais tout de même, l'impression prévaut d'un haut degré d'improvisation et d'une gouvernance désemparée et troublée par le désarroi. On cherche de l'argent, on s'agite, on coupe dans les dotations, sans discernement, avec la croyance, presque religieuse, que la croissance n'en sera pas affectée ! On le fait en outre sans considération de l'objectif premier de la politique du logement: loger les ménages, tous les ménages.

Contact

Jean-François BUET – 06 86 88 78 74 – jeanfrancoisbuetpresse@gmail.com
Groupe Buet Immobilier - Toison d'Or - 19, avenue Albert Camus - 21000 Dijon

A cet égard, je voudrais rappeler que la France a sans doute inventé la politique du logement. Mieux, elle a été exemplaire dans la conscience sur le logement. Nous sommes définitivement marqués par la réflexion et l'action qui ont fondé la Reconstruction, qui fut d'abord immobilière, où se sont mêlées les trois dimensions de l'économie, du social et de la générosité. Que fait-on de cet héritage ? Qu'en font nos ministres et nos parlementaires ? Le budget du logement est-il autre chose pour eux qu'une poche profonde ?

Favoriser la construction et la résorption du déficit en logements passe-t-il du statut d'objectif politique impératif à celui de vœu pieux ? Encourager la propriété des classes moyennes n'est-il plus de saison ? Développer une offre locative privée accessible est-il périmé ? Soutenir le logement HLM est-il superflu ? Permettre aux salariés de se loger à proximité de leur entreprise est-il surrogatoire ? Protéger les plus fragiles et les sans abri n'est-il plus une urgence républicaine ? Tout se passe comme si on choisissait la syncope, le coma, ou encore, comme le disait le Rapporteur général du budget à l'Assemblée Nationale, "le saut dans l'inconnu".

La France ne saurait s'accommoder de cette situation inédite d'une marche sans boussole ni destination : il faut à notre pays une politique du logement, une stratégie en somme et pas des tactiques. Au rang des attentes les plus fortes des Français pour l'élection présidentielle, il y a celle-là. C'est un enjeu de démocratie.

Jean-François Buet, administrateur de biens et agent immobilier dijonnais, président de la Chambre FNAIM de Côte d'Or, est candidat à l'élection présidentielle de la Fédération Nationale de l'Immobilier, qui aura lieu le 25 mai 2012. L'assemblée générale de l'organisation professionnelle élira le successeur de René Pallincourt pour la période 2013-2017.

Jean-François Buet, aujourd'hui secrétaire général de la FNAIM, est engagé dans le syndicalisme depuis vingt ans et occupe des fonctions nationales depuis dix ans.

Au sein de la FNAIM, Jean François Buet a en particulier mené une action remarquable en faveur de la formation, développant l'offre de l'École Supérieure de l'Immobilier, établissement créé à l'initiative de la FNAIM, et nouant des partenariats forts avec les principales institutions de formation du secteur. Il a également favorisé la formation continue des professions réglementées par la loi Hoguet.

Il dénonce l'illisibilité et la brutalité des décisions de l'État pour l'immobilier, et plaide pour une refondation de la politique du logement, fruit d'une concertation avec les professionnels de la transaction et de la gestion.

Il veut aussi accentuer la sécurité des consommateurs par l'instauration d'un conseil supérieur, garant de la discipline professionnelle, de l'éthique et de la déontologie, des compétences et du règlement extrajudiciaire des litiges.

Après des études de droit à la faculté de Dijon, Jean-François BUET a débuté sa carrière comme responsable d'agence bancaire. Il s'est ensuite dirigé vers le domaine de l'immobilier puis a rejoint le groupe Pelège en tant que directeur commercial. Poste qu'il occupera durant 10 ans. Il crée, en 1993, le groupe Buet Immobilier. Son ancrage bourguignon, dynamisé par un réseau de 5 agences implantées à Dijon et dans sa périphérie, lui assure une connaissance pointue du marché régional, en particulier du Grand Dijon et de la Côte d'Or. Avec 200 transactions par an et 25 salariés, le groupe réalise un chiffre d'affaires de 1,6 million d'euros.

Contact

**Jean-François BUET – 06 86 88 78 74 – jeanfrancoisbuetpresse@gmail.com
Groupe Buet Immobilier - Toison d'Or - 19, avenue Albert Camus - 21000 Dijon**